29-07-1986
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 10 septembre 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre les dangers des radiations ionisantes", a donné le 11 juin 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 10 september 1981 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen", heeft op 11 juni 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Comme il ressort de l'analyse des articles et comme le rapport au Roi l'explique, le projet d'arrêté tend à améliorer les dispositions en vigueur dans notre pays pour assurer la "protection physique" des matières nucléaires. La notion de "protection physique" de ces matières est empruntée à une Convention internationale relative à cet objet faite à Vienne et à New York le 3 mars 1980.

Ladite Convention que la Belgique a signée le 13 juin 1980 et qui est citée dans le rapport au Roi emploie, dans son intitulé, dans son préambule et dans plusieurs de ses articles, l'expression "protection physique des matières nucléaires". L'examen de la Convention fait clairement apparaître que l'objet qu'elle vise est l'adoption de mesures destinées à empêcher l'obtention ou l'usage illicite de matières nucléaires (1).

.../...

---

(1) Voir le texte de la Convention dans l'annexe au projet de loi tendant à son approbation (Doc. Sénat, sess. 1983-1984, n° 577/1).

Lorsque le 9 septembre 1981, le Ministre de la Justice a saisi le Conseil d'Etat du présent projet, on pouvait se demander si le Roi disposait du pouvoir requis pour prendre l'arrêté. En effet, telle qu'elle était alors rédigée, la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant de radiations ionisantes contenait, en son article 2, une attribution de pouvoirs au Roi qui ne visait que la protection de "la santé de la population". L'article cité disposait en ces termes : "Le Roi est autorisé à soumettre à des conditions ayant pour objet la protection de la santé de la population, l'importation, la production, la fabrication, la détention, le transit, le transport, l'offre en vente ... d'appareils ou de substances capables d'émettre des radiations ionisantes. Il peut également réglementer à cette même fin l'élimination et l'évacuation des substances radioactives". Même si l'on pouvait invoquer que la "protection physique" des matières nucléaires était susceptible d'être considérée comme une condition préalable à l'efficacité des dispositions relatives à la protection de la santé de la population, il était permis de douter, compte tenu des termes précis de l'article 2 de la loi, que le Roi eût le pouvoir de prendre des dispositions ayant un objet autre que la protection de la santé de la population.

Les délégués du Ministre ont fait savoir au Conseil d'Etat que la poursuite de l'examen du présent projet d'arrêté devait être liée à l'adoption de deux autres actes juridiques, qui, eux, concernent directement la protection physique des matières nucléaires.

.../...

Il s'agissait, en premier lieu, du projet de loi portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, et des Annexes, faites à Vienne et à New York le 3 mars 1980, convention déjà citée plus haut. Ce projet a été déposé le 19 octobre 1983 sur le bureau du Sénat (1). Il a été voté par le Sénat le 16 février 1984 (2) et par la Chambre des Représentants le 26 avril 1984 (3). Selon les renseignements communiqués par les délégués du Ministre, le projet a reçu la sanction royale et est devenu une loi du 24 juillet 1984; si cette loi n'a pas encore été publiée, c'est que le Gouvernement estime préférable de ne la publier que simultanément avec un autre acte relatif à la matière.

Le second acte dont il vient d'être fait mention est le projet de loi relatif à l'exécution des articles 7 et 8 de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires faite à Vienne et à New York le 3 mars 1980. Ce projet a été déposé le 15 octobre 1984 sur le bureau de la Chambre des Représentants (4). Il a été voté par la Chambre des Représentants le 4 juillet 1985 (5) et par le Sénat le 20 mars 1986 (6). Selon les renseignements communiqués par les délégués du Ministre, le projet est soumis à la sanction royale.

.../...

---

(1) Doc. Sénat, sess. 1983-1984, n° 577/1.
(2) Ann. parl. Sénat, sess. 1983-1984, pages 1387 et 1388.
(3) Ann. parl. Ch., sess. 1983-1984, page 2582.
(4) Doc. Ch., sess. 1984-1985, n° 1007/1.
(5) Ann. Ch., sess. 1984-1985, page 3154.
(6) Ann. Sénat, sess. 1985-1986, pages 553 à 558.

Entre temps une loi du 14 juillet 1983 a complété la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes. Elle a notamment inséré dans l'article 2, la mention de la protection de "l'environnement". Et surtout elle a introduit dans la loi un article 4bis portant que :

> "Le transport des appareils et substances visés à l'article 2 ne peut être effectué que par des personnes agréées à cet effet. Le Roi règle l'agrément".

Il va de soi qu'un système imposant l'agrément de personnes déterminées pour que celles-ci soient autorisées à transporter des appareils ou des substances capables d'émettre des radiations ionisantes implique que ces appareils et ces substances soient soumis à un régime de "protection physique", empêchant notamment qu'une personne non agréée à cet effet puisse obtenir ou utiliser de tels appareils ou substances.

Actuellement l'arrêté en projet trouve un fondement dans la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes, telle qu'elle a été complétée par la loi du 14 juillet 1983. Au surplus, l'interprétation de la loi du 29 mars 1958 selon laquelle le Roi y puise le pouvoir de prendre des dispositions réglementaires concernant la protection physique des matières nucléaires est corroborée par le fait que le législateur a adopté le 24 juillet 1984 une loi approuvant la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et que les deux Chambres législatives ont déjà voté un projet de loi du Gouvernement relatif à l'exécution des articles 7 et 8 de cette convention.

Il y a évidemment lieu pour le Gouvernement de veiller à ce que les deux lois dont il vient d'être fait mention soient publiées au plus tard en même temps que l'arrêté en projet.

\+

\+ \+

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

L'alinéa 1er devrait être rédigé de manière plus précise comme suit :

"Vu la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes, notamment l'article 2 modifié par les lois du 29 mai 1963, du 3 décembre 1969 et du 14 juillet 1983, l'article 3 modifié par la loi du 14 juillet 1983, l'article 4, l'article 4bis inséré par la loi du 14 juillet 1983, l'article 5 modifié par la loi du 14 juillet 1983, et l'article 7;".

Après cet alinéa, il y aurait lieu d'insérer un alinéa visant la loi du 24 juillet 1984 portant approbation de la Convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires (1).

Le considérant, qui n'apporte pas d'indications précises sur la justification de l'arrêté en projet, n'a guère d'utilité et peut être omis.

Le Ministre de l'Intérieur contresigne le projet et est chargé de l'exécution de celui-ci : il doit, dès lors, le proposer. La règle est que tous les Ministres chargés de l'exécution d'un arrêté royal doivent le proposer et le contresigner.

.../...

---

(1) Voir les observations générales.

En l'espèce, il y a lieu de se référer à la liste des Ministres chargés de l'exécution de l'arrêté royal du 28 février 1963, qui est indiquée à l'article 82 de cet arrêté.

Le dernier alinéa du préambule - tout comme la disposition relative à l'exécution (article 15) - devraient donc mentionner ces Ministres, dans l'ordre de préséance, comme suit :

"Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre des Travaux publics, de Notre Ministre des Communications, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,".

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"A l'article 2 de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre les dangers des radiations ionisantes, modifié par les arrêtés royaux du 17 mai 1966 et du

.../...

23 décembre 1970, les définitions suivantes sont insérées après la définition des substances radioactives :

Matières brutes : ...
Matières fissiles spéciales : ...".

Article 2.

L'article 2 du projet est devenu sans objet à la suite de l'arrêté royal du 12 mars 1984 modifiant l'article 6.6 de l'arrêté royal du 28 février 1963 précité. Il doit donc être omis.

Article 3 (devenant l'article 2).

Il conviendrait d'écrire :

"L'article 6.8 du même arrêté est complété comme suit :

"7. au directeur de la Sécurité nucléaire".

Article 4 (devenant l'article 3).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 7.7 du même arrêté est complété comme suit :

"4. au directeur de la Sécurité nucléaire ...".

.../...

Article 5 (devenant l'article 4).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 8.4 du même arrêté est complété comme suit :

"7. au directeur de la Sécurité nucléaire ...".

Article 6 (devenant l'article 5).

L'article devrait être rédigé comme suit :

"L'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 mai 1967, devient l'article 15.1".

Article 7 (devenant l'article 6).

L'article devrait être rédigé comme suit :

"Un article 15.2, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Réception des installations des établissements où sont utiliées ou entreposées des matières brutes ou des matières fissiles spéciales.

Le directeur de la Sécurité nucléaire ...
(la suite comme au projet, sauf à remplacer le mot "agréation" par le mot "agrément", à l'alinéa 2)".

.../...

Article 8 (devenant l'article 7).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 58.4 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 17 mai 1966, est remplacé par la disposition suivante : ...".

Le texte néerlandais de l'article 58.4 en projet devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis".

Article 9 (devenant l'article 8).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'intitulé de l'article 66 est remplacé par le texte suivant :

...".

Article 10 (devenant l'article 9).

L'article remplace, en son entier, l'article 66.1 de l'arrêté royal du 28 février 1963.

I. Le nouvel article 66.1 impose plusieurs précautions qu'il décrit, pour protéger les substances radioactives contre l'accès non autorisé, le vol, la perte, le détournement, le sabotage (alinéas 1er et 2).

.../...

L'article énonce que pour la mise en oeuvre des précautions indiquées, "les matières brutes et les matières fissiles spéciales sont réparties en catégories répondant à des niveaux de protection qui exigent chacun l'application de mesures spécifiques" (alinéa 3). Il porte, en outre que "Les niveaux et les mesures qui leur sont propres sont déterminés par arrêté du Ministre de la Justice" (alinéa 4). Le pouvoir ainsi attribué au Ministre de la Justice concerne la substance même des règles à établir. Il a un caractère trop large pour qu'il soit susceptible d'être délégué par le Roi au Ministre. Une telle délégation de pouvoir est d'autant moins susceptible d'être admise qu'elle a pour conséquence d'éluder la garantie de la délibération en Conseil des Ministres imposée par l'article 9 de la loi du 29 mars 1958, modifié par la loi du 3 décembre 1969.

Par conséquent, dans le présent projet, il y a lieu d'omettre l'article 66.1, alinéa 4, en projet. Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il n'y a pas lieu d'insérer dans le présent projet d'arrêté royal les dispositions faisant l'objet du "projet d'arrêté ministériel ... déterminant les niveaux de protection physique et les mesures particulières qu'ils impliquent, à appliquer aux matières brutes et aux matières fissiles spéciales pendant leur utilisation, leur entreposage et au cours de leur transport", projet qui fait l'objet de l'avis du Conseil d'Etat L. 14.352/2. Ces dispositions doivent, en effet, comme l'observation en a été faite, être arrêtées par le Roi.

.../...

II. En sa seconde partie, l'article 66.1 en projet détermine des règles applicables aux décisions par lesquelles l'autorité statue sur les demandes d'autorisation d'installations et d'établissements où sont utilisées ou entreposées des matières fissiles spéciales.

Les dispositions dont il s'agit portent notamment que "L'autorité appelée à statuer impose les conditions arrêtées par le service de la sécurité nucléaire du Ministère de la Justice".

Le pouvoir visé est trop important pour être délégué par le Roi : il concerne le fond même des décisions. La délégation prévue peut d'autant moins être admise qu'elle n'est pas consentie au profit du Ministre mais du "service de la sécurité nucléaire". Surabondamment, on observera que d'une manière extrêmement générale, les lois et arrêtés qui portent des délégations, indiquent comme destinataire de celles-ci une autorité déterminée et non une administration ou un service.

Article 11 (devenant l'article 10).

Le texte néerlandais de l'article 66.2 en projet devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12 (devenant l'article 11).

La phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"L'article 78, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 17 mai 1966, est complété comme suit :

"11. le directeur de la Sécurité nucléaire ...".

Article 13 (devenant l'article 12).

L'article remplace, en son entier, l'article 80 de l'arrêté royal du 28 février 1963.

.../...

Tel qu'il est actuellement en vigueur ledit article 80 est rédigé comme suit :

"Constatation et répression des infractions.

Les infractions au présent règlement sont recherchées, constatées et poursuivies conformément aux dispositions de la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes".

Le texte nouveau que tend à introduire l'article 13 du projet, ajoute après les mots "les infractions au présent règlement", les mots "et aux arrêtés pris en exécution de celui-ci". Les derniers mots visent manifestement les arrêtés que le Ministre de la Justice et le service de la sécurité nucléaire du Ministère de la Justice prendraient dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués par l'article 10 du projet. Comme l'observation en a été faite à propos de l'examen de ce dernier article, les pouvoirs visés sont trop larges pour être susceptibles d'être délégués. L'article 80 de l'arrêté royal du 28 février 1963 ne peut donc être complété comme il le serait par l'article 13 du projet.

Au surplus, tel qu'il est actuellement rédigé, ledit article 80 est superflu. En effet, il se borne à renvoyer à la loi du 29 mars 1958. Cette loi détermine elle-même les règles applicables à la recherche, à la constatation et à la répression des infractions, non seulement lorsqu'il s'agit d'infractions à la loi mais aussi d'infractions aux arrêtés d'exécution (articles 4, 5 et 8 de la loi).

Il convient donc de remplacer l'article 13 du projet par une disposition abrogeant l'article 80 indiqué, qui pourrait être rédigée comme suit :

" L'article 80 du même arrêté est abrogé".

.../...

Article 14 (devenant l'article 13).

L'article devrait être rédigé comme suit :

"L'article 82 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Travaux publics, Notre Ministre des Communications, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie, Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté".

Article 15 (devenant l'article 14).

Les Ministres chargés de l'exécution de l'arrêté doivent être ceux qui sont indiqués dans la formule de proposition de l'arrêté.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Zoals uit het onderzoek van de artikelen blijkt en in het verslag aan de Koning wordt uiteengezet, beoogt het ontworpen besluit het verbeteren van de in ons land geldende bepalingen die voor de "fysieke beveiliging" (lees : externe beveiliging) van kernmateriaal zorgen. Het begrip "fysieke beveiliging" van dat materiaal is ontleend aan een op 3 maart 1980 te Wenen en te New York opgemaakt verdrag aangaande dat onderwerp.

Dat verdrag, dat door België is ondertekend op 13 juni 1980 en dat in het verslag aan de Koning wordt aangehaald, gebruikt in zijn opschrift, zijn aanhef en in verscheidene van zijn artikelen de uitdrukking "externe beveiliging van kernmateriaal". Uit het onderzoek van het verdrag komt duidelijk naar voren dat het erdoor nagestreefde oogmerk het aannemen is van maatregelen die het ongeoorloofde verkrijgen of gebruiken van kernmateriaal moeten verhinderen (1).

Toen de Minister van Justitie op 9 september 1981 het onderhavige ontwerp bij de Raad van State aanhangig maakte kon men zich afvragen of de Koning wel de vereiste bevoegdheid bezat om het besluit vast te stellen. Immers, zoals de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren destijds geformuleerd was, bevatte zij in haar artikel 2 een bevoegdheidsopdracht aan de Koning die alleen op de bescherming van "de ge-

.../...

---

(1) Zie de tekst van het verdrag in de bijlage bij het wetsontwerp tot goedkeuring ervan (Gedr. St. Senaat, zitt. 1983-1984, nr. 577/1).

zondheid van de bevolking" doelde. Het aangehaalde artikel bepaalde het volgende : "De Koning is gemachtigd, aan de invoer, het produceren, het vervaardigen, het onder zich houden, de doorvoer, het vervoer, het te koop aanbieden, ... van apparaten of stoffen, die ioniserende stralingen kunnen verspreiden voorwaarden te verbinden, die de bescherming van de gezondheid van de bevolking tot doel hebben. Hij kan eveneens, met dit doel, de verwijdering en de afvoer van radioactieve stoffen reglementeren". Zelfs al kon men aanvoeren dat de "externe beveiliging" van kernmateriaal beschouwd kon worden als een voorafgaande voorwaarde voor de doeltreffendheid van de bepalingen omtrent de bescherming van de volksgezondheid, kon er wegens de nauwkeurige bewoordingen van artikel 2 van de wet twijfel over bestaan dat de Koning bevoegd was voor het vaststellen van bepalingen met een ander oogmerk dan de bescherming van de volksgezondheid.

De gemachtigden van de Minister hebben de Raad van State laten weten dat de verdere behandeling van het onderhavige ontwerp-besluit gekoppeld moest worden aan het goedkeuren van twee andere rechtshandelingen die wel rechtstreeks op de externe beveiliging van kernmateriaal betrekking hebben.

Het betrof in de eerste plaats het ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Verdrag inzake externe beveiliging van kernmateriaal, en van de Bijlagen, opgemaakt te Wenen en te New York op 3 maart 1980, welk verdrag reeds hierboven is vermeld. Dat ontwerp werd op 19 oktober 1983 bij de Senaat ter tafel gelegd (1). Het is door de Senaat op 16 februari 1984 aan-

.../...

---

(1) Gedr. St. Senaat, zitt. 1983-1984, nr. 577/1.

genomen (1) en door de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 26 april 1984 (2). Volgens door de gemachtigden van de Minister verschafte inlichtingen is het ontwerp door de Koning bekrachtigd en een wet van 24 juli 1984 geworden; dat die wet nog niet bekendgemaakt is, komt doordat de Regering het verkieslijk heeft geacht ze slechts gelijktijdig met een andere, de zelfde aangelegenheid betreffende akte bekend te maken.

De tweede, zoëven vermelde akte is het wetsontwerp betreffende de uitvoering van de artikelen 7 en 8 van het Verdrag inzake externe beveiliging van kernmateriaal, opgemaakt te Wenen en te New York op 3 maart 1980. Dat ontwerp werd op 15 oktober 1984 bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers ter tafel gelegd (3). Het is door de Kamer van Volksvertegenwoordigers aangenomen op 4 juli 1985 (4) en door de Senaat op 20 maart 1986 (5). Volgens door de gemachtigden van de Minister verschafte inlichtingen, is het ontwerp aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

Inmiddels heeft een wet van 14 juli 1983 de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren aangevuld. Zij heeft onder meer in artikel 2 het begrip bescherming van "het leefmilieu" ingevoegd en vooral heeft zij een artikel 4bis in de wet ingevoerd dat bepaalt :

.../...

---

(1) Hand. Senaat, zitt. 1983-1984, blz. 1387 en 1388.
(2) Hand. Kamer, zitt. 1983-1984, blz. 2582
(3) Gedr. St. Kamer, zitt. 1984-1985, nr. 1007/1.
(4) Hand. Kamer, zitt. 1984-1985, blz. 3154
(5) Hand. Senaat, zitt. 1985-1986, blz. 553 tot 558.

"Het vervoer van de in artikel 2 genoemde apparaten en stoffen mag enkel door daartoe erkende personen gedaan worden. De Koning regelt de erkenning".

Het spreekt vanzelf dat een regeling die voorschrijft dat bepaalde personen erkend moeten zijn willen zij gemachtigd zijn tot het vervoeren van apparaten of stoffen die ioniserende stralen kunnen uitzenden, impliceert dat ten aanzien van die apparaten en stoffen een "externe-beveiligingsregeling" geldt die bepaaldelijk verhindert dat een daarvoor niet erkende persoon zodanige apparaten of stoffen kan verkrijgen of gebruiken.

Thans ontleent het ontworpen besluit een rechtsgrond aan de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren, zoals zij is aangevuld bij de wet van 14 juli 1983. Overigens wordt de aan de wet van 29 maart 1958 gegeven interpretatie volgens welke de Koning daaraan de bevoegdheid voor het vaststellen van verordeningsbepalingen aangaande de externe beveiling van kernmateriaal ontleent, gestaafd door het feit dat de wetgever op 24 juli 1984 een wet tot goedkeuring van het Verdrag inzake externe beveiliging van kernmateriaal heeft aangenomen en dat de twee wetgevende Kamers reeds een wetsontwerp van de Regering betreffende de uitvoering van de artikelen 7 en 8 van dat verdrag hebben aangenomen.

De Regering behoort er uiteraard op toe te zien dat de beide, zoëven vermelde wetten op zijn laatst gelijktijdig met het ontworpen besluit worden bekendgemaakt.

+

+ +

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Het eerste lid zou nauwkeuriger moeten worden gesteld, op de volgende wijze :

"Gelet op de wet van 29 maart 1958 betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 29 mei 1963, 3 december 1969 en 14 juli 1983, op artikel 3, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1983, op artikel 4, op artikel 4bis, ingevoegd bij de wet van 14 juli 1983, op artikel 5, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1983, en op artikel 7;".

Na dit lid zou een lid moeten worden ingevoegd dat naar de wet van 24 juli 1984 houdende goekeuring van het internationaal Verdrag inzake externe beveiliging van kernmateriaal verwijst (1).

De considerans, die geen nauwkeurige aanwijzingen over de bestaansreden van het ontworpen besluit geeft, heeft weinig of geen nut en kan vervallen.

De Minister van Binnenlandse Zaken is medeondertekenaar van het ontwerp en is belast met de uitvoering ervan : hij dient het derhalve voor te dragen. Het is regel dat alle ministers die met de uitvoering van een koninklijk besluit belast zijn, het moeten voorstellen en medeondertekenen.

.../...

---

(1) Zie de algemene opmerking.

In het onderhavige geval moet worden teruggegrepen naar de lijst van ministers die met de uitvoering van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 belast zijn, welke lijst in artikel 82 van dat besluit is opgegeven.

Die ministers zouden dus in het laatste lid van de aanhef - evenals in de bepaling betreffende de uitvoering (artikel 15) - als volgt in de orde van voorrang moeten worden vermeld :

"Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Binnelandse Zaken, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Openbare Werken, Onze Minister van Verkeerswezen, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, Onze Staatssecretaris voor Energie en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"In artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 mei 1966 en 23 december 1970, worden na de definitie van radioactieve stoffen de volgende definities ingevoegd :

.../...

Splijtgrondstoffen : (zoals in het ontwerp, met dien verstande dat moet worden gelezen "geringer dan de normale" i.p.v. "geringer dan het normale" en "in de vorm" i.p.v. "onder de vorm").
Bijzondere splijtstoffen : (zoals in het ontwerp, met dien verstande dat moet worden geschreven "produkt" i.p.v. "product" en "een of meer" i.p.v. "een of meerdere".

Artikel 2.

Artikel 2 van het ontwerp is doelloos geworden ten gevolge van het koninklijk besluit van 12 maart 1984 dat artikel 6.6 van het voormelde koninklijk besluit van 28 februari 1963 wijzigt. Het moet dus vervallen.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt)

Men zou moeten schrijven :

"Artikel 6.8 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

"7. de directeur van de Veiligheid inzake Kernenergie".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt)

De inleidende volzin zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 7.7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

.../...

"4. de directeur van de Veiligheid inzake Kernenergie indien in de inrichting ...".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt)

De inleidende volzin zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 8.4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

"7. de directeur van de Veiligheid inzake Kernenergie indien in de inrichting ...".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt)

Het artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 mei 1967, wordt artikel 15.1".

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt)

Het artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Een als volgt gesteld artikel 15.2 wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

"Keuring voor ontvangst van de installaties van de inrichtingen waar splijtgrondstoffen of bijzondere splijtstoffen worden gebruikt of opgeslagen.

.../...

De directeur van de Veiligheid inzake Kernenergie stelt bij schriftelijke beslissing de werkelijke toepassing vast van passende externe-beveilingsmaatregelen in de installaties van iedere inrichting die splijtgrondstoffen of bijzondere splijtstoffen gebruikt of opslaat.

Deze beslissing omvat het erkennen, door de directeur van de Veiligheid inzake Kernenergie, van een natuurlijke persoon die door de inrichting wordt aangewezen en voor de uitvoering van de genoemde maatregelen verantwoordelijk is.

De exploitant kan eerst nadat hij een afschrift van die beslissing ontvangen heeft, een aanvang maken met de exploitatie van zijn inrichting".

In het tweede lid van de Franse tekst zou het woord "agréation" vervangen moeten worden door het woord "agrément".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt)

De inleidende volzin zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 58.4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 mei 1966, wordt vervangen door de volgende bepaling : ...".

De Nederlandse tekst van het artikel zou als volgt gesteld moeten worden :

.../...

"De vergunningsakte kan bijzondere vervoervoorwaarden opleggen, onder meer in geval van vervoer waarvoor een speciale vergunning vereist is en, mits de Minister van Binnenlandse Zaken akkoord gaat, het vergezellen van het konvooi door een escorte, en welke andere beveiligingsmaatregel ook die geboden is wegens de niveaus van externe beveiliging die voor het vervoer van grondsplijtstoffen of bijzondere splijtstoffen wettelijk zijn vastgelegd".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt)

De inleidende volzin zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Het opschrift van artikel 66 wordt door de volgende tekst vervangen :

...".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt)

Het artikel vervangt in zijn geheel artikel 66.1 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963.

I. Het nieuwe artikel 66.1 legt met het oog op de bescherming van de radioactieve stoffen tegen ongeoorloofde toegang, diefstal, verlies, verduistering en sabotage, verscheidene voorzorgsmaatregelen op die het beschrijft (eerste en tweede lid).

Het artikel bepaalt dat "de splijtgrondstoffen en (de) bijzondere splijtstoffen", met het oog op de toepassing van de genoemde voorzorgsmaatregelen, "ingedeeld (zijn) in klassen die

.../...

overeenstemmen met beveiligingsniveaus die ieder op hun beurt de toepassing van specifieke maatregelen vergen" (derde lid). Het bepaalt bovendien dat "(de) niveaus en de eraan verbonden maatregelen vastgelegd (zijn) in een besluit uitgaande van de Minister van Justitie" (vierde lid). De bevoegdheid die zodoende aan de Minister van Justitie wordt toegekend, heeft betrekking op de essentie van de vast te stellen voorschriften. Zij is te ruim om door de Koning aan de Minister te worden gedelegeerd. Een dergelijke opdracht van bevoegdheid kan des te minder worden aangenomen daar zij tot gevolg heeft dat voorbij wordt gegaan aan de waarborg van de beraadslaging in Ministerraad, die opgelegd is bij artikel 9 van de wet van 29 maart 1958, welk artikel gewijzigd is bij de wet van 3 december 1969.

Bijgevolg behoort in het onderhavige ontwerp het ontworpen artikel 66.1, vierde lid, te vervallen. Het is zaak van de Regering om uit te maken of het niet raadzaam is in het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit de bepalingen op te nemen die vervat zijn in het "ontwerp van ministerieel besluit ... houdende vastlegging van de niveaus van fysieke beveiliging en van de bijzondere maatregelen eraan verbonden, toepasselijk op het gebruik, het opslaan en vervoer van splijtgrondstoffen en bijzondere splijtstoffen", waarover de Raad van State geadviseerd heeft onder L. 14.352/2. Zoals erop gewezen is, behoren die bepalingen door de Koning te worden vastgesteld.

II. In het tweede gedeelte van het ontworpen artikel 66.1 wordt bepaald welke voorschriften gelden voor de beslissingen waarbij de overheid beschikt op aanvragen tot het verkrijgen van een vergunning voor installaties en inrichtingen waar bijzondere splijtstoffen worden gebruikt of opgeslagen.

.../...

De bepalingen in kwestie houden onder meer in dat "de voorwaarden vastgelegd door de Dienst voor Veiligheid inzake Kernenergie van het Ministerie van Justitie zullen worden opgelegd door de overheid die geroepen is om de beslissing te treffen".

De beoogde bevoegdheid is te belangrijk om door de Koning te worden gedelegeerd : zij betreft de grond zelf van de beslissingen. De in uitzicht gestelde opdracht van bevoegdheid kan des te minder worden aangenomen daar hij niet ten bate van de Minister, maar ten bate van de "dienst voor veiligheid inzake kernenergie" wordt verleend. Ten overvloede zij erop gewezen dat het een zeer algemene regel is dat wetten en besluiten die opdrachten van bevoegdheid inhouden, als adressaat hiervan een bepaalde overheid en niet een bestuur of een dienst opgeven.

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt)

De Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 66.2 zou als volgt gesteld moeten worden :

"Al wie het verlies, de diefstal, de verduistering of de sabotage van radioactieve stoffen vaststelt, verwittigt hiervan het ondernemingshoofd; deze neemt onmiddellijk de noodzakelijke maatregelen om die stoffen op te sporen en waarschuwt het dichtstbijgelegen hulpcentrum, de politiecommissaris of de rijkswacht, alsook de gezondheidsinspecteur van het gebied en, in de inrichtingen van de klasse I, II en III, het hoofd van de dienst voor veiligheid, hygiëne en verfraaiing der werplaatsen, het hoofd van de dienst voor fysische controle, het hoofd van de dienst voor medische controle en, in voorkomend geval, de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor de toepassing van de externe-beveiligingsmaatregelen in de inrichting in kwestie".

.../...

Artikel 12 (dat artikel 11 wordt)

De inleidende volzin zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 78, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 mei 1966, wordt aangevuld als volgt :

"11. de directeur van de Veiligheid inzake Kernenergie, de veiligheidsofficier en hun adjuncten, voor wat betreft de toepassing van de externe-beveiligingsmaatregelen op de splijtgrondstoffen en de bijzondere splijtstoffen".

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt)

Het artikel vervangt in zijn geheel artikel 80 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963.

Zoals dat artikel thans van kracht is, luidt het aldus :

"Vaststelling en beteugeling van de inbreuken.

De inbreuken op dit reglement worden opgespoord, vastgesteld en vervolgd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 29 maart 1958, betreffende de bescherming van de bevolking tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren".

De nieuwe tekst die artikel 13 van het ontwerp beoogt in te voegen, voegt na de woorden "de inbreuken op het huidig reglement", de woorden "en op de besluiten genomen krachtens dit reglement" toe. De laatste woorden doelen kennelijk op de besluiten die de Minister van Justitie en de dienst inzake kernveiligheid van het Ministerie van Justitie zouden vaststellen gedurende

.../...

de uitoefening van de bevoegdheden die hun door artikel 10 van het ontwerp worden verleend. Zoals er naar aanleiding van dit artikel op geattendeerd is, zijn de beoogde bevoegdheden te ruim om gedelegeerd te kunnen worden. Artikel 80 van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 kan dus niet worden aangevuld zoals dat door artikel 13 van het ontwerp zou geschieden.

Bovendien is het genoemde artikel 80 zoals het thans geredigeerd is, overbodig. Het bepaalt zich immers tot het verwijzen naar de wet van 29 maart 1958. Die wet bepaalt zelf de regels die gelden voor het opsporen, het vaststellen en het bestraffen van de overtredingen, niet alleen bij wetsovertredingen, maar ook bij overtredingen van uitvoeringsbesluiten (de artikelen 4, 5 en 8 van de wet).

Artikel 13 van het ontwerp behoort dus te worden vervangen door een bepaling die het bewuste artikel 80 opheft en die als volgt gesteld zou kunnen worden :

"Artikel 80 van hetzelfde besluit wordt opgeheven".

Artikel 14 (dat artikel 13 wordt).

Het artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 82 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

.../...

"Onze Minister van Justitie Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Openbare Werken, Onze Minister van Verkeerswezen, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie, Onze Staatssecretaris voor Energie, Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt).

De Ministers die met de uitvoering van het besluit belast worden, moeten diegenen zijn die in het voordrachtformulier van het besluit zijn vermeld.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
J.-J. STRYCKMANS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.